

CONV 688/03

NEW VERSION

CONTRIB 305

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

Objet: Déclaration sur un partenariat institutionnel renforcé entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne.

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de:

R. van der Linden, V. Andriukaitis, I. Belohorska, M. Brejc, E. Brok, P. Demetriou, K. Dervis, J. van Dijk, W. van Eekelen, M. Fogler, M. Kuneva, S. Lekberg, G. Lennmarker, L. Liepina, P. Lequiller, H. Maij-Weggen, J. Meyer, A. Nazare-Pereira, A. Peterle, R. Rack, P. De Rossa, J. Santer, A. Severin, G. Stuart, E. Teufel, F. Timmermans, G. Vella, E. Wittbrodt.

Déclaration sur un partenariat institutionnel renforcé entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

« Eviter de nouvelles divisions en Europe »

1. Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne partagent les mêmes valeurs et poursuivent des objectifs communs pour la construction d'une Europe pacifique, stable, démocratique et prospère.
2. Il est dès lors tout à fait naturel que les relations développées entre le Conseil de l'Europe et la Communauté européenne soient marquées par le sceau du partenariat conformément au Traité sur les Communautés européennes recommandant à la Communauté européenne d'établir toute coopération utile avec le Conseil de l'Europe (article 303) et plus spécifiquement de favoriser la coopération avec le Conseil de l'Europe en matière d'éducation (article 149 paragraphe 3) et dans le domaine de la culture (article 151 paragraphe 3).
3. Ce partenariat se manifeste notamment par la concertation au plus haut niveau qui s'est développée depuis 1989 grâce aux réunions « quadripartites » réunissant les dirigeants des deux institutions. Il s'est exprimé concrètement par le développement considérable des programmes communs d'assistance technique du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne. A ce titre, il convient de souligner l'importance de la « Déclaration commune de coopération et de partenariat entre le Conseil de l'Europe et la Commission européenne » en date du 3 avril 2001, visant à donner une nouvelle impulsion au renforcement de la coopération entre le Conseil de l'Europe et la Communauté européenne.
4. Parallèlement, la coopération entre le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui est une assemblée paneuropéenne où tous les parlements nationaux européens sont représentés, s'est considérablement accrue au cours des dernières années au niveau de leurs bureaux et de leurs commissions.
5. Le resserrement des relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne bénéficie au premier chef aux Etats candidats à l'adhésion à cette dernière. Leur présence au sein du Conseil de

l'Europe est non seulement un brevet de démocratie mais permet de renforcer leur préparation à l'adhésion à l'Union.

6. Nous pensons qu'il est nécessaire que l'interaction entre l'Union européenne élargie et le Conseil de l'Europe soit inscrite dans le futur Traité constitutionnel. Cela permettrait d'assurer le développement d'une Europe où l'élargissement de l'Union européenne se poursuivrait à l'intérieur d'un cadre de coopération plus large marqué par l'œuvre normative du Conseil de l'Europe qui maille toute l'Europe de ses conventions et instruments juridiques.

7. La Déclaration de Laeken de décembre 2001 a souligné que les relations entre l'Union européenne et les autres Etats européens qui sont ses voisins immédiats, revêtent une importance particulière aussi bien pour l'Union elle-même que pour ces Etats. Par ailleurs, en décembre 2002, le Conseil européen de Copenhague a affirmé que l'Union européenne devait saisir l'occasion offerte par l'élargissement de faire progresser les relations avec les pays voisins sur la base de valeurs communes. Nous soulignons avec force que l'Union européenne elle-même a rappelé qu'elle était déterminée à éviter la formation de nouvelles lignes de démarcation en Europe et à promouvoir la stabilité et la prospérité à l'intérieur et au-delà de ses nouvelles frontières.

8. Dans cette perspective, la Convention sur l'avenir de l'Europe doit prendre en compte les atouts du Conseil de l'Europe en raison de sa dimension paneuropéenne, de son rôle crucial dans l'édification d'institutions démocratiques, de son expérience et de ses réalisations en matière de droits de l'homme, de prééminence du droit, de protection des minorités et de pouvoirs locaux et régionaux. Il constitue un forum politique privilégié et irremplaçable de dialogue et de coopération aux niveaux parlementaire, gouvernemental, et régional où tous les Etats européens, qu'ils soient ou non-membres de l'Union européenne coopèrent sur un pied d'égalité.

9. L'Union européenne, par l'approfondissement et l'élargissement de ses tâches depuis le Traité sur l'Union européenne (Maastricht 1992) intervient dans des domaines (espace de liberté, de sécurité et de justice, droits fondamentaux, certains aspects de la politique étrangère et de sécurité commune) dans lesquels l'expérience du Conseil de l'Europe est considérable. La Convention sur l'avenir de l'Europe devrait dès lors, dans sa révision des traités actuels, prendre en considération les structures et les travaux du Conseil de l'Europe dans la formulation et dans la mise en œuvre des politiques de l'Union européenne afin d'éviter des duplications d'efforts et des gaspillages de ressources.

10. Nous, soussignés, demandons que dans le cadre du titre IX de l'avant-projet de Traité constitutionnel, intitulé « L'Union européenne et son environnement proche », qui propose d'envisager les relations privilégiées que l'Union européenne pourrait entretenir avec les Etats voisins, l'article 303 du Traité sur les Communautés européennes soit maintenu au sein du futur Traité constitutionnel tout en élargissant son champ d'application à tous les domaines d'activité relevant de la compétence de l'Union européenne.

R. van der Linden
V. Andriukaitis
I. Belohorska
M. Brejc
E. Brok
P. Demetriou
K. Dervis
J. van Dijk
W. van Eekelen
M. Fogler
M. Kuneva
S. Lekberg
G. Lennmarker
L. Liepina
P. Lequiller
H. Maij-Weggen
J. Meyer
A. Nazare-Pereira
A. Peterle
R. Rack
P. De Rossa
J. Santer
A. Severin
G. Stuart
E. Teufel
F. Timmermans
G. Vella
E. Wittbrodt
